

Monsieur le président,

Au Canada, nous avons été consternés par les efforts du président Serrano pour opérer un «auto-coup d'État» au Guatemala. Ce retour en arrière, survenu au lendemain des coups d'État perpétrés en Haïti et au Pérou, aurait déçu beaucoup de gens au Canada, parce qu'on y aurait vu un nouveau recul de la cause de la démocratie dans notre hémisphère. Les Canadiens et par conséquent les gouvernements canadiens n'ont aucune envie de renforcer leurs liens avec des dictatures.

Je suis donc heureuse de pouvoir me joindre à d'autres personnalités aujourd'hui pour exprimer ma satisfaction de constater que la tentative de M. Serrano de gouverner seul semble avoir échoué. Elle a échoué grâce à la position courageuse adoptée par toutes les couches de la société guatémaltèque et par les Guatémaltèques individuellement. Elle a échoué grâce à la vive réaction de la communauté internationale, menée par l'OEA (Organisation des États américains) et la plupart de ses États membres.

Permettez-moi d'interrompre un instant le fil de mon propos pour vous féliciter, Monsieur le Secrétaire général et nos collègues du Nicaragua, de la Barbade et de l'Uruguay, de votre intervention décisive et fort compétente au nom de la communauté des pays de l'hémisphère et pour la cause des principes démocratiques.

D'autres ont déjà conseillé la prudence en faisant remarquer que le régime démocratique représentatif qui est prescrit par la Constitution du Guatemala n'a pas encore été restauré intégralement. J'en conviens. L'OEA ne devra donc clore la présente réunion spéciale que lorsque cette tâche sera accomplie.

Si les événements le commandent, nous devons être prêts à persévérer dans nos efforts, tant au sein de notre organisation que sur le plan bilatéral, afin de faire restaurer la démocratie. Nous devons être prêts à renforcer nos sanctions individuelles et collectives en cas de retour en arrière. Nous devons veiller à ce que l'OEA envoie un message clair et non équivoque à l'hémisphère et au monde : les manoeuvres visant à renverser par des moyens extraconstitutionnels les institutions démocratiques ne seront pas tolérées.

Monsieur le président, comme un certain nombre d'autres pays de l'hémisphère et par conséquent nombre de membres de notre organisation, le Guatemala est une jeune démocratie. Ses institutions démocratiques sont encore neuves et dans certains cas faibles. Elles sont aussi menacées par une insurrection qui sape depuis longtemps l'énergie du gouvernement, de ses institutions et de la société tout entière.

Tout en appuyant les actions comme celle que vient d'entreprendre notre organisation pour couper l'herbe sous le pied des dictateurs en puissance, nous sommes persuadés qu'il faut que l'OEA et ses États membres adoptent une approche plus productive à long terme.